



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 27 (2022)

Faits saillants

- ❖ Singapour : croissance de 4,8% au T2 2022 en g.a
- ❖ Philippines : hausse inattendue du taux directeur
- ❖ Thaïlande: le baht au plus bas face au dollar

Région

Startups : baisse marquée des transactions en volume au T2

D'après un récent rapport de la société DealStreetAsia, les startups d'Asie du Sud-Est ont connu une baisse séquentielle de près de 20% du volume de transactions au T2 2022 (250 transactions), après cinq trimestres de croissance soutenue, soit un déclin plus marqué qu'en 2020 lors de la crise sanitaire. Le krach boursier technologique, les pressions inflationnistes, le resserrement monétaire mondial et les tensions géopolitiques croissantes, entres autres, ont poussé les investisseurs à la prudence, ce qui s'est reflété sur les performances des levées de fonds en ce début d'année 2022. Quelques transactions importantes ont toutefois conduit à l'augmentation en valeur du financement total à 4,77 Mds USD sur le 2^{ème} trimestre, portée à 46% par les startups Fintech. Pour le reste de l'année, les analystes s'attendent également à un ralentissement du rythme des investissements et une normalisation des valorisations.

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

286 Md\$

Valeur nette du portefeuille du fonds souverain singapourien Temasek à fin mars 2022 (+5,8% sur un an)

Equity vs debt funding in venture-backed startups



Perspectives encourageantes pour le marché du carbone selon l'ISEAS

Selon un séminaire tenu par l'ISEAS, un institut de recherche singapourien, les pays membres de l'ASEAN, sont parmi ceux les plus exposés aux risques du changement climatique mais disposent d'un fort potentiel de croissance en matière d'énergies renouvelables, notamment grâce à leurs forêts tropicales pouvant servir de puits de carbone. Un grand nombre des pays de la région ont déjà participé aux mécanismes existants d'attribution de crédits carbone, tels que le mécanisme de développement propre (MDP). Certains pays, comme la Thaïlande et le Vietnam, prévoient d'établir des marchés nationaux d'échange de droits d'émission, tandis que Singapour a déjà mis en place la bourse mondiale Climate Impact X pour faciliter l'échange de crédits carbone. Selon les intervenants du séminaire, l'atteinte des objectifs reposent encore sur i) une réglementation politique définissant un cadre clair pour le marché du carbone ; ii) une réduction des activités liées au charbon -notamment en Indonésie ; iii) une transparence intrarégionale sur les rapports de durabilité; et iv) une comptabilité des contributions déterminées au niveau national (CDN), notamment grâce au recours au système de mesure, de notification et de vérification (MRV).

Malaisie

Des perspectives économiques encore favorables

Dans un contexte de tensions liées à l'accélération de l'inflation (+2,8 % g.a en mai) et à l'augmentation des taux d'intérêt (2,25 % pour le taux de référence de la banque centrale), les dernières statistiques publiées indiquent une poursuite de la reprise en Malaisie. De fait, le PIB avait crû de 5% au premier trimestre. Ainsi, la progression de la production industrielle (+4,4% depuis le début de l'année), comme de l'électricité (+3,1% sur la même période) ou du commerce de gros (+11,7% en mai en glissement annuel) et de détail (+24,2%) sont encourageants. Néanmoins, les augmentations de prix (inflation importée) comme des coûts des matières premières ou la hausse du salaire minimum ainsi que les pénuries de main-d'œuvre pourraient peser sur l'économie du pays... sans parler des ralentissements économiques perceptibles dans les marchés de débouchés de la Malaisie (Chine, UE et Etats-Unis).

Les droits des travailleurs indonésiens insuffisamment protégés

La Malaisie et Indonésie avaient signé un accord en avril dernier pour le recrutement de travailleurs indonésiens, pour l'industrie, les plantations ou les aides à domicile. Toutefois, l'Indonésie vient d'en suspendre l'application faute pour Kuala Lumpur de tenir ses engagements et de garantir les droits et le bien-être de ces travailleurs. Ces reproches étaient, que ce soit dans l'industrie des gants médicaux ou dans les plantations de palmiers, au cœur des interdictions prises par la Douane américaine (US CBP) à l'endroit de plusieurs entreprises malaisiennes. Cette suspension intervient alors que l'Indonésie avait adressé plusieurs avertissements à la Malaisie car la première estimait que l'Immigration malaisienne continuait de recourir à un système favorisant le travail forcé. Cette décision intervient à un très mauvais moment, alors qu'il manque 1,2 million de travailleurs étrangers en Malaisie, dont 120 000 pour le seul secteur de l'huile de palme. Cela renvoie aux difficultés de Kuala Lumpur de changer profondément des pratiques basées sur l'exploitation d'une main d'œuvre étrangère sous-payée.

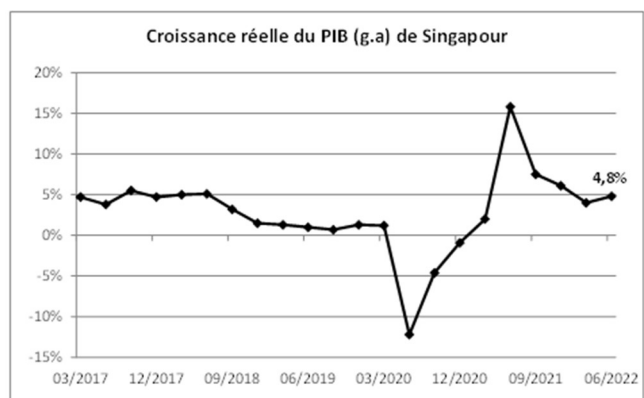
La Turquie, un modèle à suivre ?

Le premier Ministre malaisien s'est rendu en Turquie, 3^{ème} partenaire économique de la Malaisie au Moyen-Orient. En 2021, les échanges commerciaux bilatéraux s'élevaient à 3,3 Mds USD (avec un excédent d'un peu plus de 3,2 Mds au profit de la Malaisie grâce à des fortes exportations de produits électroniques et d'huile de palme). Les discussions ont porté sur l'approfondissement de l'accord de libre-échange bilatéral – en vigueur depuis 2014 –, sur des partenariats et des transferts de technologie dans l'industrie aéronautique, la défense, la finance islamique, l'éducation, la santé... En matière de défense, la présence massive des entreprises de défense turques lors du dernier salon DSA à Kuala Lumpur (mars 2022) a montré leur fort intérêt et leur bon positionnement pour le marché malaisien. Les deux pays ont annoncé une coopération en matière de vaccin contre la COVID-19 (le vaccin Turkovac ayant été autorisé par les autorités sanitaires turques fin 2021). La Turquie apparaît comme un modèle de développement économique pour la Malaisie, mais également un modèle politique à l'occasion.

Singapour

Croissance et resserrement monétaire

Le ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI) a souligné, dans une publication jeudi 14 juillet, une progression de l'économie de Singapour de 4,8% en glissement annuel au T2 2022, portée principalement par le secteur manufacturier (+8% en g.a.), prolongeant ainsi la croissance de 4,0% (révisé à la hausse de 0,3 points de base) enregistrée au trimestre précédent. Ce rythme de croissance a été plus lent que les 5,4% prévus par les économistes dans un sondage Bloomberg, ce qui témoigne d'un affaiblissement de la demande mondiale et intérieure de biens et de services dans un contexte d'inflation grandissante. En variation trimestrielle (hors effets saisonniers), le PIB demeure inchangé au deuxième trimestre, après avoir affiché une hausse de 0,9% au T1. Par ailleurs, l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a déclaré que l'économie de Singapour devrait continuer de progresser à un rythme crédible en 2022, bien qu'avec une dynamique ralentie compte tenu de l'inflation. La MAS revoit à la hausse ses prévisions d'inflation sous-jacente à 4% sur l'année, après l'avoir estimée entre 2,5 à 3,5%.



Le portefeuille de Temasek atteint le montant record de 286 Mds USD

Le fonds souverain singapourien Temasek Holdings a annoncé, dans son rapport annuel publié mardi 12 juillet, que la valeur nette de son portefeuille avait atteint un montant record de 403 Mds SGD (environ 286 Mds USD) sur l'année fiscale 2021/22, soit une hausse de 5,8% (après +25% sur l'exercice précédent). Le fonds a consacré 43 Mds USD à de nouveaux investissements contre 35 Mds au cours de l'année précédente. Temasek a toutefois indiqué que le rythme de ses investissements devrait baisser au cours des prochains semestres dans un contexte de fragilité de l'économie mondiale. Le rendement total annuel pour les actionnaires est positif à 5,81%, malgré une baisse significative par rapport à l'exercice précédent (24,53%). Les services financiers (23%) sont le secteur le plus représenté, avec une exposition accrue au secteur des paiements et aux autres sociétés de services financiers non bancaires. Enfin, le portefeuille reste majoritairement investi sur Singapour (27%) et la Chine (22%).

Jusqu'à 498 USD en espèces distribués à 1,5 million de singapouriens

Le ministère des Finances permettra au mois d'août à environ 1,5 million de singapouriens de percevoir jusqu'à 498 USD (700 SGD) par le biais de deux paiements : le *GSTV - Cash* et le *GSTV - Cash Special Payment*. Ces versements s'inscrivent dans le cadre d'une enveloppe de 1,5 Md USD annoncée par le Vice Premier ministre Lawrence Wong en juin dernier, destinée à soutenir les ménages à revenu faible ou moyen face à l'inflation grandissante. Le montant de la *GSTV - Cash* (paiement régulier) a été augmenté de 71 USD par rapport à l'année précédente. En outre, environ 575 000 singapouriens âgés de 65 ans et plus pourront bénéficier également en août d'un crédit de 320 USD sur leur compte *MediSave*, dans le cadre de la politique de soutien des personnes âgées.

Vietnam

Investissements à l'étranger : expansion de VinFast aux États-Unis

VinFast a annoncé le 13 juillet une levée d'environ 4 Mds USD, sous forme de dette et de capitaux propres, auprès de Crédit Suisse Singapore Ltd et Citigroup Global Markets Inc. afin de financer des projets de fabrication de véhicules électriques et de batteries en Caroline du Nord. En avril, VinFast a également déposé une demande d'introduction en bourse auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis qui, en cas de succès, serait la première cotation majeure aux États-Unis pour une société vietnamienne.

E-commerce : le Vietnam en tête des fréquences d'achats transfrontaliers en Asie du Sud-Est

Parmi six pays d'Asie du Sud-Est (IDN, PHL, MYS, THA, SGP, VNM), la fréquence d'achats en ligne transfrontaliers est la plus élevée au Vietnam, à hauteur de 104 commandes par an contre 66 en moyenne dans la région. Le niveau d'achat moyen est de 26 USD par commande au Vietnam. La majorité des commandes concernent des biens de consommation courante, la mode et les chaussures.

Diminution des redevances portuaires de 50% à Hô Chi Minh-Ville

Les redevances pour l'utilisation des infrastructures portuaires pour les marchandises internationales transportées par voies navigables intérieures à destination et en provenance de la ville de Hô Chi Minh-Ville seront réduites de moitié à compter du 1^{er} août. Cette décision vise à compenser la hausse des prix du carburant, inciter l'utilisation des voies navigables pour réduire la pression sur le transport routier et promouvoir le programme de relance économique de la ville après la crise de COVID-19.

Thaïlande

Le baht au plus bas depuis sept ans

Le baht a atteint son plus bas niveau par rapport au dollar en sept ans (36,35 THB pour 1 USD en fin de semaine dernière). Cette situation s'explique notamment par la faiblesse des taux directeurs en Thaïlande (0,5 %), entraînant des sorties de capitaux vers des pays à rendement plus élevé, notamment aux États-Unis. Par ailleurs, l'évolution du taux de change souffre de la persistance d'un déficit courant résultant du renchérissement des importations (d'énergie notamment) et des coûts de transport ainsi que de l'insuffisance des entrées touristiques (bien qu'en nette accélération au deuxième trimestre). Pour autant, la plupart des observateurs économiques anticipent une réappréciation du baht à court-moyen terme en raison notamment de l'augmentation attendue de 25 points de base du taux directeur en août prochain.

Prolongation des mesures de subvention au prix du diesel

Le cabinet des ministres a décidé de prolonger jusqu'au 20 septembre la réduction des droits d'accises de 5 bahts par litre de diesel (subvention prévue initialement de mai à juillet), ce qui permettra de maintenir le prix du diesel à 34,94 bahts par litre. Bien que cette mesure pourrait entraîner une diminution des recettes publiques d'environ 20 Mds THB (550 M USD) sur l'année fiscale en cours, elle ne semble pas exercer pour l'heure une contrainte trop forte sur les finances publiques, les recettes ayant été supérieures aux objectifs de collecte fiscale sur les cinq derniers mois. Cette plus grande efficacité fiscale s'explique notamment par la mise en place de canaux de recouvrement électronique des impôts et par la taxation accrue des entreprises de services numériques étrangères.

Philippines

Troisième hausse surprise du taux directeur

La banque centrale (BSP) a augmenté de manière inattendue son taux directeur de 75 points de base le 14 juillet. Il s'agit du troisième resserrement monétaire en l'espace de deux mois, le taux étant successivement passé de 2% à 2,25% le 19 mai, 2,5% le 23 juin et désormais à 3,25%. À l'inverse des deux précédentes augmentations du taux directeur, ce resserrement monétaire a été décidé en dehors du calendrier habituel des réunions de la BSP de décision de sa politique monétaire dont la prochaine devait avoir lieu le 18 août prochain. Cette hausse a lieu dans un contexte de pressions inflationnistes majeures (+6,1% en juin en g.a) et d'une dépréciation importante du peso philippin face au dollar (dépréciation d'environ 11% depuis le début de l'année 2022).

Réouverture obligatoire des écoles

Le ministère de l'éducation (DepEd) a déclaré la réouverture obligatoire de l'ensemble des établissements scolaires tous niveaux pour le 2 novembre prochain. Cela marque la fin de plus de deux ans d'écoles fermées (universités y compris), les Philippines sont ainsi le dernier pays à rouvrir ses écoles suite à la pandémie. Néanmoins, depuis la fin de l'année 2021, certaines écoles situées dans les zones à plus faible risque sanitaire ont rouvert leurs portes dans le cadre d'un programme pilote du gouvernement. Pour la rentrée des classes prochaine qui débutera le 22 août, les écoles auront le choix de débiter les enseignements en présentiel, en ligne ou en hybride, avant un passage obligatoire en présentiel à partir du 2 novembre.

Nomination des ministres de l'énergie et des ressources naturelles

Le président Marcos Jr a nommé Raphael Perpetuo Lotilla ministre de l'Énergie. M. Lotilla avait occupé cette même fonction entre mars 2005 et juillet 2007 sous la présidence de Gloria Macapagal-Arroyo après un passage à l'Autorité nationale de développement économique (NEDA) en tant que directeur général adjoint (1996-2004). Néanmoins, cette nomination n'est pas encore définitive, en raison de conflits d'intérêt liée aux activités de Raphael Lotilla en tant que directeur indépendant pour des entreprises privées du secteur énergétique (Aboitiz Power et Ace Enexor). Au ministère de l'environnement des ressources naturelles, a été nommée Maria Antonia Yulo Loyzaga, ancienne présidente du National Resilience Council (institut spécialisé dans la gestion des risques environnementaux) et ayant fait carrière dans de nombreuses organisations scientifiques et environnementales (telles que la Manila Observatory ou le Philippine Disaster Resilience Foundation). Sa nomination a été saluée par des associations telles que Greenpeace Philippines ou bien Masungi Georeserve pour son expertise en matière environnementale et écologique.

Cambodge

Le Cambodge classé 1^{er} dans l'indice Nikkei de reprise post-COVID-19

Le Cambodge est en tête de la dernière édition de l'indice de reprise post Covid-19 calculé par Nikkei Asia, et donc considéré comme le pays le plus avancé sur la voie du retour à la normale. Le ministère de la Santé n'a en effet signalé aucun nouveau cas de Covid-19 pendant près de 2 mois, avant que le virus ne soit à nouveau détecté le 28 juin. Le Cambodge a par ailleurs supprimé les mesures de quarantaine pour les voyageurs non-vaccinés, qui devront simplement subir un test antigène rapide. Selon le ministère du Tourisme, le secteur du tourisme ne devrait cependant retrouver son niveau pré-Covid-19 qu'en 2026, voire 2027. Pour mémoire, le Royaume a accueilli plus de 500 000 touristes internationaux au 1^{er} semestre de cette année, soit un quadruplement en glissement annuel.

Les recettes fiscales des casinos n'ont atteint que 8% de l'objectif annuel

Les recettes fiscales en provenance des jeux d'argent n'ont atteint que 8% de l'objectif 2022, fixé à 43,5 MUSD. Cela est dû au faible nombre de touristes étrangers, et notamment de joueurs chinois (l'entrée dans les casinos est interdite aux Khmers). Au 30 juin, seuls 20 des plus de 200 casinos enregistrés au Cambodge étaient encore en opération.

L'afflux d'investissements étrangers devrait stimuler le secteur de la construction en 2023

Le secteur de la construction devrait atteindre une croissance de 7,2% en 2023, en raison d'une reprise des investissements étrangers dans l'immobilier de tourisme et de commerce. Au 1^{er} semestre 2022, les investissements dans ce secteur ont dépassé 1 Md USD. La construction de logements à coût faible et moyen devrait également connaître une croissance significative en raison de l'augmentation de la demande et des investissements locaux.

Lancement d'un système de retraites pour le secteur privé

Le gouvernement cambodgien a lancé un fonds de retraites pour les employés du secteur privé (seuls les fonctionnaires pouvaient jusqu'ici bénéficier de pensions de retraite). Salué par la société civile et les syndicats, ce fonds a été officiellement mis en place le 1^{er} juillet 2022, mais les entreprises ont plusieurs mois pour enregistrer leurs employés. Les cotisations sont fixées à un taux mensuel de 4% pendant les 5 premières années, dont 2% payées par les employeurs et 2% par les employés.

Laos

Vers des mesures de limitation des importations

Afin de limiter les sorties de devises, le gouvernement envisage de réguler les importations jugées « non-essentiels » (véhicules, boissons alcooliques et autres biens jugés de luxe) ainsi que les importations de produits pour lesquels il existe une production locale. Alors que son commerce extérieur était structurellement excédentaire, le Laos a en effet connu un déficit commercial de 133 M USD en juin. Les exportations (or, papier, cuivre, caoutchouc) ont représenté 456 M USD, contre 589 M USD pour les importations (véhicules, équipements mécaniques, acier).

Pertes de revenus selon la Banque mondiale

Selon la Banque mondiale, les revenus perçus par les Laotiens sont bien en-dessous des niveaux pré-Covid, certains foyers luttant désormais pour se nourrir et 42% des enfants ayant arrêté temporairement ou définitivement l'école, principalement dans les zones rurales. Dans ce contexte, le gouvernement a décidé de porter le salaire minimum de 1,1 M kip mensuels (72 €) à 1,2 M kip (79€) à partir du 1^{er} août. Une nouvelle augmentation est prévue l'an prochain, afin de faire passer le salaire minimum à 1,3 M kip (85€) le 1^{er} mai 2023.

Birmanie

Augmentation de 18% des échanges commerciaux au T1

Selon le ministère du commerce, les échanges commerciaux pour le premier trimestre de l'année fiscale 2022-23 (avril-juin) se sont élevés à 8,5 Mds USD (4,2 Mds USD d'exportations et 4,3 Mds USD d'importations), soit une croissance de 18% par rapport à la même période l'an dernier. Si le commerce frontalier a baissé de 17%, le commerce maritime a enregistré une croissance de 35% pendant la même période. La Thaïlande est le premier partenaire en termes d'échanges transfrontaliers (1,315 Md USD) suivi par la Chine (587 M USD).

La junte militaire renforce sa politique de surveillance

La junte militaire actuellement au pouvoir a pris la décision d'étendre l'installation de son système de surveillance par caméras à plusieurs grandes villes du pays, dans plus de 7 régions. Ces caméras, fabriquées par plusieurs géants de l'électronique chinois ayant remporté l'appel d'offre comme Zhejiang Dahua, Huawei et Hikvision, sont équipées d'un système de reconnaissance faciale et sont décrites par le gouvernement comme un moyen de garantir la sécurité des citoyens et, dans certains cas, de garantir la paix civile. Ces installations sont redoutées par les activistes démocrates, principaux opposants au régime militaire, qui y voient un moyen de traquer les mouvements de résistance désignés comme terroristes par les autorités locales.

Révocation de l'exemption au taux de change administré

La banque centrale birmane a révoqué le 13 juillet l'exemption qu'elle avait accordée le 16 Juin aux entreprises enregistrées auprès du registre du commerce dont le capital est contrôlé au moins à 10% par une entité étrangère. Cette révocation fait suite à la mise en œuvre d'une série d'exemptions accordées par l'Etat à une directive datée du 3 avril 2022 qui rendait obligatoire sous 24 heures la conversion en monnaie locale de toutes les rentrées de devises à un taux administré.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Léonore MARTEVILLE, Esma LAOUADI, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner :

leonore.marteville@dgtresor.gouv.fr ; eva.thach@dgtresor.gouv.fr ;
esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité